

tiques dans l'après-guerre, de façon que nous puissions jouir de la paix pour laquelle nous aurons combattu.

Lors des prochaines élections générales divers groupes de la population éliront des représentants: les cultivateurs, les partis populaires tels que la C.C.F. et le parti ouvrier progressiste, ainsi que le parti du crédit social, et ces représentants devront agir de concert avec l'aile progressiste du parti libéral en vue de la collaboration internationale pour la sauvegarde de la paix et le maintien de nos marchés ainsi que pour la réalisation de réformes propres à assurer la sécurité sociale aux citoyens canadiens. Ces forces, en agissant de concert, peuvent isoler, détruire et reléguer aux oubliettes cette clique de tories. Si les éléments éclairés de notre pays, qui croient le moment venu d'abandonner le statu quo et de progresser, veulent bien s'unir, ils peuvent aider à la conservation de la paix, à l'expansion de nos marchés, à l'accroissement des revenus agricoles et au maintien des emplois; ils peuvent doter notre pays d'un plan national de santé, de pensions plus généreuses pour nos vieillards, nos aveugles et nos mères; ils peuvent reconstruire les taudis de nos villes et de nos régions rurales et assurer à notre population une meilleure instruction.

Si nous réalisons ces buts, nous accomplirions une œuvre magnifique et le Canada ferait un pas immense dans la bonne voie. Ce n'est pas là du socialisme. Non; mais ce serait un pas en avant qu'approuvent et que désirent 80 ou 90 p. 100 des Canadiens. En s'unissant, ces forces pourraient diriger notre nation, de concert avec le reste du monde, dans la voie du progrès et de la sécurité. J'affirme, monsieur l'Orateur, qu'il est dans les meilleurs intérêts de nos combattants au pays et ailleurs, dans les meilleurs intérêts de l'unité canadienne et dans les meilleurs intérêts de notre peuple que tous les membres sincères de la Chambre appuient ce soir la motion du premier ministre.

M. E. G. HANSELL (Macleod): Prenant la parole à la suite de l'honorable représentante de Battleford-Nord (Mme Nielsen) je n'espère pas, vu le discours que j'ai l'intention de prononcer, les mêmes applaudissements qu'elle de la part des ministres et des députés du parti libéral; je ne veux pas non plus que mes observations m'attirent des remarques malveillantes sur la qualité de mon patriotisme. Je dirai à l'honorable député que le parti ouvrier-progressiste du pays n'a pas le monopole du patriotisme. J'ajouterai en toute bienveillance que si le patriotisme est le refuge des poltrons je voudrais bien savoir où étaient les communistes lorsque la Grande-Bretagne se trouvait dans une impasse. Le

[Mme Nielsen.]

terme fasciste revient souvent sur les lèvres des soi-disant patriotes. J'aimerais bien savoir où était le parti ouvrier-progressiste, le parti communiste, lorsque le fascisme déferlait sur la France et les Pays-Bas et pendant que la bataille de Grande-Bretagne faisait rage.

Je me rends compte de toute la gravité de la question qui occupe les esprits. Le Parlement n'en a sans doute jamais abordé de plus grave. Nous vivons une époque mouvementée et nous nous attaquons à d'inextricables problèmes. L'heure que nous traversons et les questions qui se posent ne permettent à personne, encore moins au Gouvernement qui doit affronter ces problèmes, de jouer à la politique, de s'amuser des sentiments du peuple, de considérer à la légère la vie des hommes et la destinée de la nation.

C'est en partant de ce principe que je déciderais si je dois donner ou retirer ma confiance dans la présente administration. La situation dans laquelle se trouve actuellement le Parlement résulte, à mon avis, d'une série de mouvements politiques que le chef du Gouvernement actuel a accomplis depuis un an. Je ne veux pas trop m'attarder à ressasser tout ce qui s'est passé; il me suffira de remonter jusqu'à 1940, alors que le Parlement, convoqué comme à l'ordinaire, n'a duré qu'une demi-séance. Puis le premier ministre nous a tous renvoyés chez nous sous le spacieux prétexte qu'une résolution venait d'être adoptée par l'Assemblée législative ontarienne. Quand nous lui avons demandé pourquoi il avait convoqué les Chambres, il a répondu qu'il avait fait la grande promesse de ne pas présenter devant l'électorat sans avoir d'abord convoqué le Parlement.

A ce moment-là, nous étions en guerre, mais on procéda à la tenue d'élections générales. Et ces élections se firent sur cette question: "Pas de conscription". Puis, le premier ministre (M. Mackenzie King) fut reporté au pouvoir avec la plus grande majorité jamais accordée à un gouvernement au pays, parce qu'il avait promis à la population qu'il ne tolérerait jamais la conscription.

C'est très bien de parler de la marche de la guerre, de discuter ces diverses questions à l'heure actuelle, mais le premier ministre ne savait-il pas alors que nous nous trouvions face à face avec l'une des machines de guerre les plus puissantes que le monde ait jamais vues? Il devait le savoir, car il était secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures. Il s'était rendu en Allemagne, mais, s'il y est allé sous les auspices de l'agence de voyages Cook, on ne lui a pas fait voir toute cette machine de guerre. Le groupe auquel j'ai l'honneur d'appartenir a discerné le danger. Nous sommes